

**COMMUNIQUE DU CONSEIL NATIONAL DE SECURITE**

Une réunion du Conseil National de Sécurité, présidée par le Président de la République, Son Excellence Monsieur Alassane Ouattara, s'est tenue ce jeudi 7 septembre 2017, au Palais de la Présidence de la République.

L'ordre du jour a porté sur la situation sécuritaire nationale, notamment les attaques perpétrées contre les postes de police et de gendarmerie ainsi que les évasions de prisonniers.

**I/ Attaques perpétrées contre les postes de police et de gendarmerie**

Depuis le début de l'année 2017, une série d'attaques armées a ciblé des postes de police et de gendarmerie dans les localités de Bingerville, Cocody, Azaguié, Fresco, N'Dotré, Adzopé et Songon.

Les enquêtes en cours ont conduit à l'arrestation de trente-cinq (35) personnes et à l'identification de plusieurs autres.

La plupart de ces personnes avaient déjà été impliquées dans des attaques similaires au cours de la période 2012 - 2014. Arrêtées et incarcérées, elles avaient été libérées dans le cadre du dialogue politique et du processus de réconciliation nationale. Il s'agit notamment de :

- 1- YOBO Jean Rodolph - militaire;
- 2- Aubain OULAÏ alias "BINO" - militaire;
- 3- ZAMBLE YOUAN BI ZOU Basile - militaire;
- 4- SERY DOUA Alain dit « MOCAMO » - militaire ;
- 5- BOHOUSSOU WASSA Toussaint – militaire ;
- 6- PECOULA Mathias – militaire ;
- 7- DAKPA Jean olivier - milicien;
- 8- ADOU Steven Djezen - milicien;

- 9- DJIHITIEN Rodrigue – milicien ;
- 10- DJIPRO Nikpi Hervé alias le "Renard" - milicien;
- 11- EBA Eliahou Israel - milicien;
- 12- KOUASSI Konan Yves alias "Gaou"- milicien;
- 13- TEHE Marc alias "Marco"- milicien.

Il apparaît clairement que les mesures de clémence prises en vue de promouvoir la paix et la réconciliation, n'ont pas été comprises comme telles par ces individus qui continuent de constituer des menaces pour l'intégrité physique et la quiétude des populations ainsi que pour la stabilité des Institutions de la République.

Par ailleurs, les attaques de N'Dotré, Azaguié et Adzopé ont mis en évidence l'implication de démobilisés et de militaires dont certains ont été mis aux arrêts. Il s'agit notamment de:

- DIABATÉ Abdoulaye alias "Ablo la Roquette";
- OUATTARA Gnonzié Lacina;
- BALLO Arouna;
- ZORÉ Yaya alias "Yanes".

Les informations recueillies au cours des enquêtes et des auditions montrent clairement que ces attaques s'inscrivent dans un projet de déstabilisation impliquant notamment des responsables politiques aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, plus particulièrement au Ghana.

Ces personnes instrumentalisent et arment certains démobilisés et militaires déloyaux.

Parmi les instigateurs de ce projet de déstabilisation, figurent:

- DAMANA Pickas, en exil au Ghana;
- Stéphane KIPRÉ, en exil;
- LOBOGNON Henry, recherché;
- Lieutenant PEHE Emmanuel, recherché;

Les Forces de Défense et de Sécurité ont reçu des instructions du Conseil National de Sécurité pour agir avec la plus grande fermeté dans la traque des auteurs et des instigateurs de ces attaques afin de les traduire devant la Justice.

Le Gouvernement tient à rassurer les populations que des dispositions sont prises pour apporter une réponse vigoureuse à ces actes criminels et garantir leur quiétude.

## **II/ Evasions de prisonniers**

Depuis le 6 août 2017, des évasions de prisonniers sont survenues dans les maisons d'arrêt et de correction de Gagnoa, Aboisso et Katiola ainsi qu'au Palais de Justice d'Abidjan-Plateau.

Les recherches en cours ont permis l'arrestation d'un certain nombre de prisonniers évadés. S'agissant particulièrement de la récente évasion survenue à la maison d'arrêt et de correction de Katiola, les recherches entreprises par les forces de police et de Gendarmerie ont permis l'arrestation de quarante-quatre (44) détenus sur les quatre-vingt-dix-huit (98) évadés.

Des sanctions ont été prises à l'encontre des surveillants et des régisseurs de ces établissements pénitentiaires.

Le Conseil National de Sécurité a pris des mesures visant à renforcer la sécurité autour des prisons.

Fait à Abidjan, le jeudi 7 septembre 2017

Pour le Conseil National de Sécurité

**Sidiki DIAKITE**

Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité